

Cote du document: EB 2011/LOT/P.5  
Date: 27 octobre 2011  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## Rapport du Président

### Proposition de prêt et de don au Royaume du Lesotho pour le

### Projet de développement de la petite agriculture

#### Note pour les représentants au Conseil d'administration

##### Responsables:

##### Questions techniques:

**Fumiko Nakai**  
Chargée de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2283  
courriel: f.nakai@ifad.org

##### Transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**  
Chef du Bureau des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb\_office@ifad.org

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>iii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iv</b>
<b>Recommandation d'approbation</b>	<b>1</b>
<b>I. Contexte stratégique et justification</b>	<b>1</b>
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
<b>II. Description du projet</b>	<b>1</b>
A. Zone d'intervention et groupe cible	1
B. Objectif de développement du projet	2
C. Composantes/résultats	2
<b>III. Exécution du projet</b>	<b>2</b>
A. Approche	2
B. Cadre organisationnel	2
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	3
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	3
E. Supervision	3
<b>IV. Coûts, financement et avantages du projet</b>	<b>3</b>
A. Coût du projet	3
B. Financement du projet	4
C. Résumé des avantages et analyse économique	4
D. Durabilité	4
E. Identification et atténuation des risques	4
<b>V. Considérations d'ordre institutionnel</b>	<b>5</b>
A. Respect des politiques du FIDA	5
B. Alignement et harmonisation	5
C. Innovation et reproduction à plus grande échelle	5
D. Participation à l'élaboration des politiques	5
<b>VI. Instruments juridiques et autorité</b>	<b>6</b>
<b>VII. Recommandation</b>	<b>6</b>
 <b>Annexe</b>	
Accord de financement négocié	7
 <b>Appendice</b>	
Logical framework (Cadre logique)	

## **Sigles et acronymes**

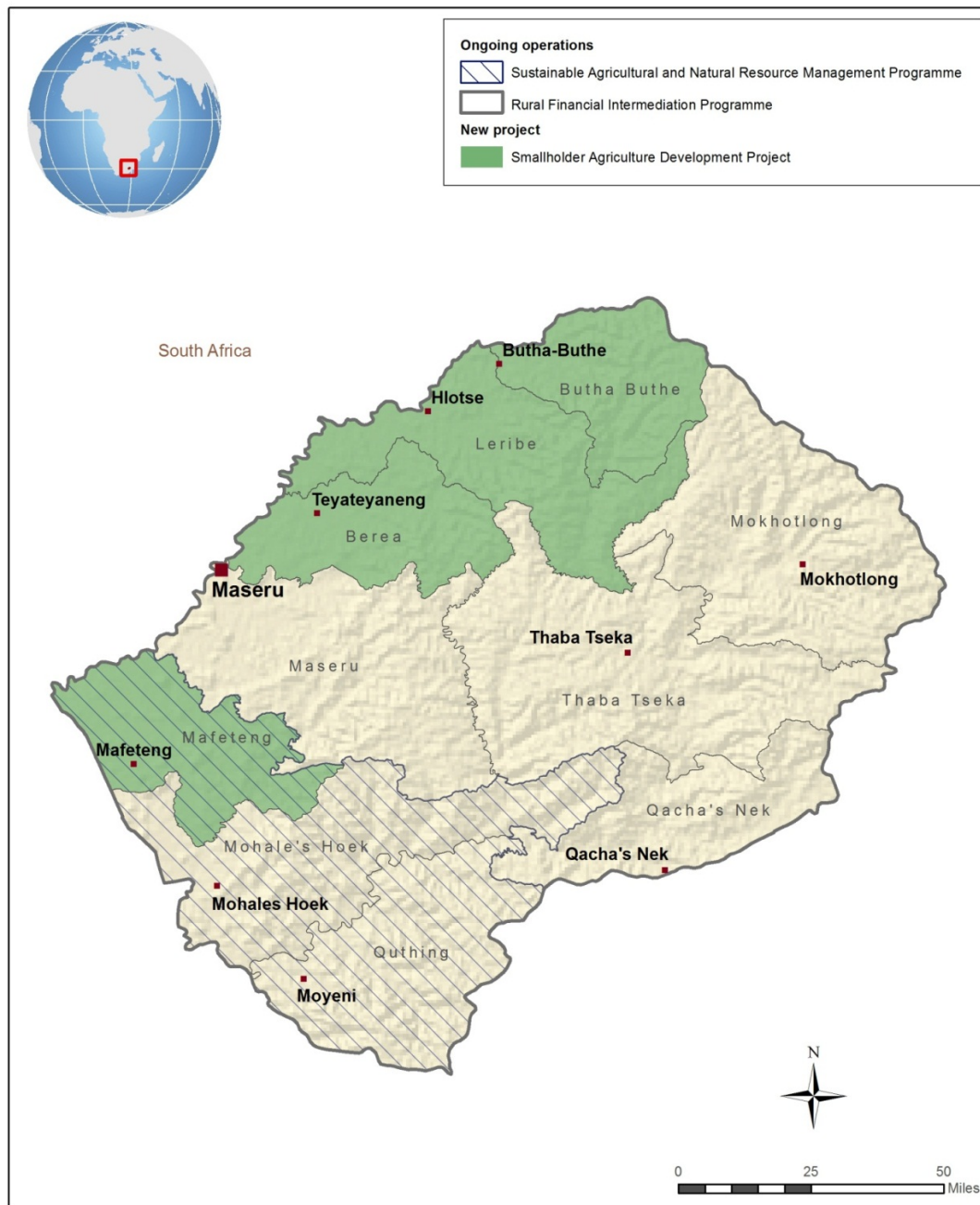
DA	Association internationale de développement
MASA	Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire
PS&E	Planification, suivi et évaluation
UGP	Unité de gestion du projet

# Carte de la zone du projet

## Lesotho

IFAD-funded operations

President's report



21-9-2011



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

## Royaume du Lesotho

### Projet de développement de la petite agriculture

#### Résumé du financement

<b>Institutions initiatrices:</b>	Association internationale de développement (IDA) et FIDA
<b>Emprunteur:</b>	Royaume du Lesotho
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire
<b>Coût total du projet:</b>	24,46 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	3,15 millions de DTS (équivalent approximativement à 5,0 millions d'USD)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	3,15 millions de DTS (équivalent approximativement à 5,0 millions d'USD)
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75 %) l'an
<b>Conditions du cofinancement:</b>	Crédit de l'IDA de 10,0 millions d'USD
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	3,48 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	0,98 million d'USD
<b>Institutions chargées de la préévaluation:</b>	IDA et FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	L'IDA s'est vue attribuer la qualité d'institution coopérante pour l'administration du prêt et du don. L'IDA et le FIDA assureront la supervision conjointe du projet.

## Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur du Royaume du Lesotho pour le Projet de développement de la petite agriculture, telle qu'elle figure au paragraphe 30.

## Proposition de prêt et de don au Royaume du Lesotho pour le Projet de développement de la petite agriculture

### I. Contexte stratégique et justification

#### A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Depuis 1980, le Gouvernement du Lesotho a réalisé des progrès importants dans le développement de son économie. La croissance économique récente a été attribuée aux bénéfices réalisés par l'industrie de l'habillement et l'exploitation minière, ainsi qu'à des recettes générées par l'exportation d'eau à destination de l'Afrique du Sud. Ces gains économiques ne se sont toutefois pas traduits par une amélioration des conditions de vie de la population du Lesotho. La répartition des richesses est très inégale (le coefficient de Gini est estimé à 0,66) et les taux de pauvreté restent élevés, surtout en milieu rural.
2. Environ 70% à 80% de la population du pays vit en zone rurale et plus des trois quarts exercent une activité agricole – essentiellement une production céréalière pluviale traditionnelle caractérisée par une utilisation réduite d'intrants et une faible productivité, et une mise en pâture extensive. Par le passé, le rapatriement des salaires de mineurs était une source majeure de revenus en milieu rural, fournissant des espèces qui servaient à acheter des intrants agricoles ou à investir dans les biens et le logement des ménages, mais les envois de fonds n'ont cessé de diminuer au cours de la décennie écoulée. Malgré la croissance économique globale, les opportunités rémunératrices restent peu nombreuses et se limitent généralement aux zones urbaines et à l'emploi salarié dans le secteur industriel. La croissance de l'économie rurale et du secteur agricole continueront donc de jouer un rôle fondamental dans la stratégie de développement du Lesotho pendant un certain temps encore.

#### B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

3. Le projet est conforme aux principales stratégies élaborées par le gouvernement, dont la Stratégie pour le secteur agricole (2003), le Plan d'action national pour la sécurité alimentaire (2007-2017), ainsi que le Plan stratégique de développement national, qui en est au stade de la finalisation. Le projet tire parti de l'expérience d'autres projets financés par le FIDA à l'appui du développement agricole durable, en mettant davantage l'accent sur le développement des entreprises et la production axée sur le marché. Il viendra en outre compléter un programme en cours financé par le FIDA, le Programme d'intermédiation financière rurale, qui vise à améliorer l'accès des populations rurales pauvres aux services financiers.

### II. Description du projet

#### A. Zone d'intervention et groupe cible

4. La zone du projet couvre quatre des dix districts du Lesotho, à savoir Butha-Buthe, Leribe, Berea et Mafeteng. On trouve dans ces districts, situés à la frontière sud-africaine, certaines des terres les plus productives du pays. L'incidence de la pauvreté dans la zone du projet est forte, de 57% dans le district de Mafeteng à 68% dans celui de Butha-Buthe. Le projet ciblera les petits exploitants et les groupes

d'agriculteurs qui: i) ont besoin d'aide pour améliorer leurs opérations et sources de subsistance; et ii) ont les ressources de base et la motivation nécessaires pour parvenir à améliorer leur productivité agricole et à se diversifier en faveur d'une agriculture axée sur le marché. Le projet soutiendra en outre le développement des entreprises agroalimentaires afin de développer les marchés qui leur permettraient d'écouler les produits du groupe ciblé.

## **B. Objectif de développement du projet**

5. L'objectif recherché en matière de développement est d'accroître la production à visée commerciale parmi les bénéficiaires du projet dans le secteur de la petite agriculture au Lesotho. Les deux principaux effets du projet seront les suivants:
  - i) accroissement des débouchés sur les marchés agricoles dans la zone du projet; et
  - ii) augmentation de la productivité et de la production de la petite agriculture dans la zone du projet.

## **C. Composantes/résultats**

6. Le projet a trois composantes: i) accroissement des débouchés sur les marchés agricoles; ii) augmentation de la production axée sur le marché des petits exploitants; et iii) gestion du projet. La première composante vise à aider le secteur agroalimentaire en développement du Lesotho afin de contribuer au renforcement de la commercialisation dans le secteur agricole. Elle a deux sous-composantes: a) promotion d'initiatives novatrices en faveur de l'agroalimentaire; et b) développement des filières commerciales. La seconde composante visera à aider les groupes de petits exploitants à produire des produits commercialisables, à améliorer leur capacité à répondre aux exigences du marché et à aider les producteurs motivés pratiquant une agriculture de semi-subsistance à commencer à adopter une optique commerciale en phase avec la gestion durable des ressources naturelles. La seconde composante compte deux sous-composantes: a) préparation et mise en œuvre de plans d'investissement agricole; et b) modules technologiques à l'intention des petits exploitants.

# **III. Exécution du projet**

## **A. Approche**

7. Le projet aidera les petits exploitants des zones ciblées du Lesotho à étudier les possibilités d'améliorer leur productivité et de se diversifier en faveur d'une agriculture axée sur le marché. Il permettra d'accroître les débouchés offerts par le marché et mettra l'accent sur l'identification d'activités commercialement viables pouvant être reproduites et transposées avec succès à plus grande échelle. Privilégiant un nombre restreint de districts pour multiplier les chances d'obtenir un impact mesurable et favoriser un étroit suivi, le projet soutiendra la production axée sur le marché et assurera le lien entre cette production et les marchés par la promotion des entreprises agroalimentaires. Des efforts seront faits pour encourager les synergies avec d'autres initiatives pertinentes.

## **B. Cadre organisationnel**

8. Une unité de gestion du projet (UGP), pour laquelle des spécialistes seront recrutés et des fonctionnaires détachés, sera établie au sein du Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire (MASA); elle sera chargée de la coordination et de la gestion du projet au quotidien. Un comité de gestion du projet supervisera et orientera l'exécution générale du projet et veillera au respect des politiques, stratégies et procédures nationales. Le comité sera constitué de hauts représentants des Ministères des finances et de la planification du développement; de l'agriculture et de la sécurité alimentaire; des forêts et de la mise en valeur des terres; du commerce et de l'industrie, des coopératives et de la commercialisation; et des autorités locales et traditionnelles.

### **C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs**

9. Un système de planification, de suivi et d'évaluation (PS&E) sera établi pour saisir les données, suivre l'état d'avancement du projet et surveiller la mesure dans laquelle les organismes d'exécution et les prestataires de services donnent satisfaction. L'UGP sera responsable au premier chef du suivi des progrès et des résultats sur la base des indicateurs définis dans le cadre logique ainsi que dans le cadre de résultats utilisé par l'IDA. Le cadre logique est aligné sur le cadre de résultats. Une évaluation d'impact sera réalisée sur la base d'une série d'enquêtes quantitatives et qualitatives: i) avant le démarrage du projet (enquête de référence); ii) à mi-parcours; et iii) à l'achèvement du projet.
10. Le système PS&E sera un outil important pour faciliter la poursuite de la réflexion critique sur les expériences et l'apprentissage par l'ensemble des parties prenantes. Un atelier annuel sera organisé pour évaluer les progrès de l'exécution, échanger des données d'expérience et tirer des enseignements. Par ailleurs, des activités spécifiques de gestion des connaissances sont intégrées dans chaque sous-composante.

### **D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance**

11. Selon une évaluation réalisée par la Banque mondiale, les modalités de gestion financière au MASA satisfont aux exigences de la Banque. Le projet sera doté d'un logiciel de comptabilité pour tenir les comptes du projet et préparer les rapports financiers. Les procédures comptables seront établies dans le manuel de gestion financière du projet, qui sera finalisé avant le démarrage du projet. Une unité d'audit interne du MASA réalisera périodiquement des vérifications internes des comptes. Le crédit de l'IDA sera affecté sur un compte en dollars des États-Unis et sur un compte de projet en monnaie locale; de même le financement du FIDA (prêt et don) sera affecté sur un compte en dollars et un compte de projet en monnaie locale. Le projet sera vérifié par le Bureau du vérificateur général.
12. Tous les marchés financés au titre du projet (par des fonds de l'IDA et du FIDA) seront passés conformément aux directives et dispositions de la Banque mondiale stipulées dans l'Accord de financement de l'IDA. Il a été établi un plan initial de passation des marchés pour le projet.
13. Les rapports financiers et d'exécution sont régis par les règles et procédures de la Banque mondiale.

### **E. Supervision**

14. La supervision des aspects fiduciaires (passation de marchés et gestion financière) sera prise en charge par la Banque mondiale, alors que la supervision technique de l'exécution du projet sera assurée conjointement par le FIDA et la Banque, y compris les missions de supervision et les activités d'appui à l'exécution. Le plan d'appui à l'exécution pour les deux institutions a été établi.

## **IV. Coûts, financement et avantages du projet**

### **A. Coût du projet**

15. Le total des besoins de financement du projet sur six ans est estimé à 24,46 millions d'USD, y compris des provisions pour aléas financiers et aléas d'exécution. Les montants estimés par composante sont les suivants: i) 4,07 millions d'USD (17%) pour l'accroissement des débouchés sur le marché agricole; ii) 14,61 millions d'USD (60%) pour l'augmentation de la production orientée sur le marché des petits agriculteurs; et iii) 4,18 millions d'USD (17%) pour la gestion du projet. Le coût total du projet comporte en outre un acompte de 0,8 million d'USD mis à disposition par l'IDA pour faciliter l'élaboration du projet et 0,8 million d'USD de fonds du FIDA pour financer les dépenses admissibles initiales pour compenser l'acompte octroyé par le FIDA.



## B. Financement du projet

16. Pour contribuer au financement du projet, il est proposé que le FIDA accorde au Royaume du Lesotho un prêt d'un montant de 3,15 millions de DTS (équivalant approximativement à 5,0 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables et un don d'un montant de 3,15 millions de DTS (équivalant approximativement à 5,0 millions d'USD). Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Le projet sera cofinancé par l'IDA (à hauteur de 10,0 millions d'USD sous la forme d'un crédit), par le Gouvernement du Lesotho (qui octroiera 3,48 millions d'USD) et par les bénéficiaires du projet (0,98 million d'USD, en espèces et en nature).
17. L'IDA et le FIDA cofinanceront le projet à hauteur de 10 millions d'USD chacun. Le cofinancement se fera selon une formule *pari passu*, sauf pour ce qui est du financement des dépenses autorisées initiales qui sera pris en charge à 100% par le FIDA pour compenser les dépenses engagées au titre de l'acompte accordé par l'IDA pour financer l'élaboration du projet. Dans un souci d'harmonisation avec les procédures de la Banque mondiale, le produit du financement accordé par le FIDA pourra être utilisé aux fins du paiement des impôts, à condition que ceux-ci ne soient pas excessifs, discriminatoires ou déraisonnables.

## C. Résumé des avantages et analyse économique

18. Un accroissement des débouchés sur le marché agricole et de la production axée sur le marché des petits agriculteurs se traduirait par une hausse de la production commercialisable pour les bénéficiaires du projet. Selon les estimations, quelque 15 000 ménages ou 66 000 personnes bénéficieront directement du projet, en plus de nombreux bénéficiaires indirects. Au moins 50% des bénéficiaires directs devraient être des femmes.
19. Selon une analyse économique et financière réalisée à partir d'une série de modèles représentatifs d'exploitations utilisant des valeurs prudentes, si le nombre de bénéficiaires du projet se chiffre à 5 000-7 000 ménages, et si ces derniers reçoivent l'ensemble minimal projeté d'avantages supplémentaires, les avantages économiques globaux résultant du projet se traduiront par un taux de rentabilité interne supérieur à 12%. L'analyse financière montre également que la modification des plans de culture et des gains de productivité attendus des activités soutenues par le projet devrait procurer des rendements financiers intéressants aux ménages participants, allant de 13,3% à 49,0%.

## D. Durabilité

20. Le projet présente diverses caractéristiques en termes de conception destinées à garantir sa durabilité: i) renforcement des groupements d'agriculteurs, établissement de liens de marché et amélioration des flux d'information, pouvant donner lieu à des améliorations à long terme; ii) renforcement des prestataires de services, y compris les alliances commerciales entre ONG locales et services de vulgarisation des administrations publiques; iii) dispositifs de partage des coûts avec les bénéficiaires; iv) accent mis sur la mise à l'essai et la diffusion d'approches et de technologies améliorées pour en promouvoir l'adoption et les avantages à plus long terme; et v) intégration des pratiques de gestion des ressources naturelles dans les investissements productifs.

## E. Identification et atténuation des risques

21. Un des principaux risques a trait à la faible capacité d'exécution des services des administrations publiques, des ONG et du secteur privé, qui pourrait nuire au rythme et à la qualité de l'exécution du projet. Les mesures d'atténuation du risque sont les suivantes: i) renforcement des capacités des services d'appui public participants; ii) inclusion de personnel technique dans l'UGP responsable de l'exécution des

composantes; et iii) éléments liés aux prestations figurant dans les contrats et accords.

22. L'autre risque majeur tient à ce que les efforts consentis par les agriculteurs du Lesotho pour développer leurs activités commerciales soient limités par la petite taille du marché local et par la disponibilité de produits de qualité supérieure peu coûteux importés d'Afrique du Sud. Les mesures prévues pour atténuer ce risque sont les suivantes: i) accent mis sur les produits qui ont un avantage comparatif sur le marché local, du moins au stade initial; ii) appui et formation à l'intention des agriculteurs et des groupements d'agriculteurs tournés vers le commerce leur permettant d'adapter la production aux demandes du marché; iii) appui au projet visant à élargir les débouchés pour la production locale; et iv) recours à des processus induits par la demande pour assurer la flexibilité et permettre au projet de s'adapter aux exigences du marché.

## **V. Considérations d'ordre institutionnel**

### **A. Respect des politiques du FIDA**

23. La conception du projet est conforme aux politiques et stratégies du FIDA, dont le Cadre stratégique 2011-2015, la Politique du FIDA en matière de ciblage et les Procédures d'évaluation environnementale et sociale. Des mesures sont prévues afin d'assurer une participation équitable des deux sexes. En termes d'impact environnemental et social potentiel, le projet est classé en catégorie B en application des procédures du FIDA et de la Banque mondiale. Au stade de la conception du projet, un cadre de gestion environnementale et sociale a été élaboré, proposant une approche unifiée de la gestion des effets négatifs susceptibles de survenir pendant l'exécution.

### **B. Alignement et harmonisation**

24. Le projet favorise les stratégies de développement clés du Gouvernement du Lesotho, y compris le dernier Plan national de développement stratégique en date. Au Lesotho, bien que seul un petit nombre de partenaires de développement travaillent dans le secteur agricole, des consultations ont été engagées avec un grand nombre de partenaires soutenant les activités directement ou indirectement concernées, comme le développement du secteur privé, le développement des services aux entreprises et des services financiers et la décentralisation.

### **C. Innovation et reproduction à plus grande échelle**

25. De par sa conception, le projet vise à encourager l'amélioration des méthodes et à en promouvoir la démonstration, la diffusion et la reproduction à plus grande échelle. Il s'agit de stimuler le lancement de nouvelles initiatives commerciales et d'innovations technologiques par les petites et moyennes entreprises agricoles et rurales, les associations et les coopératives immatriculées qui mettent l'accent sur des mesures visant à accroître la compétitivité, à améliorer l'accès au marché, à obtenir une valeur ajoutée et à améliorer les services offerts. À cet égard, le partage des connaissances acquises grâce à la mise à l'essai et au transfert de technologies est un élément essentiel des activités du projet. Par ailleurs, le projet favorisera une production axée sur le marché durable susceptible d'avoir un important effet d'émulation.

### **D. Participation à l'élaboration des politiques**

26. Le projet contribuera au renforcement des capacités de planification et de fourniture de services en faveur d'une petite agriculture axée sur le marché. Diverses institutions locales (associations d'agriculteurs et de producteurs, associations commerciales et professionnelles, collectivités locales, ONG, établissements financiers, etc.) participeront à différents aspects de l'exécution du projet en qualité de parties prenantes, prestataires de services et/ou bénéficiaires.

## VI. Instruments juridiques et autorité

27. Un accord de financement entre le Royaume du Lesotho et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié figure en annexe.
28. Le Royaume du Lesotho est habilité, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
29. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

## VII. Recommandation

30. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera au Royaume du Lesotho un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à trois millions cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (3 150 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera au Royaume du Lesotho un don d'un montant équivalant à trois millions cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (3 150 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## Negotiated financing agreement

(Negotiations concluded on 21 September 2011)

Loan Number: \_\_\_\_\_

Grant Number: \_\_\_\_\_

Project Title: Smallholder Agriculture Development Project (SADP) (the "Project")

The Kingdom of Lesotho (the "Borrower/Recipient")

and

the International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

WHEREAS, the Borrower/Recipient and the International Development Association have entered into a Financing Agreement [of even date] (the "IDA Financing Agreement") to provide financing (the "IDA Financing") for the Project.

### Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement except for the provisions identified in Section E paragraph 4 below. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein and the terms defined in the IDA Financing Agreement shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower/Recipient (the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use, together with the IDA Financing and its own counterpart financing, to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

### Section B

- 1
  - A. The amount of the Loan is SDR 3 150 000.
  - B. The amount of the Grant is SDR 3 150 000.
2. The Loan is granted on highly concessional terms, as such is defined in the General Conditions.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the US dollar.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 April.

5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 15 January and 15 July.

6. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing for the overall Project for an approximate total amount equivalent to USD 3 500 000 in accordance with the approved annual work plan and budget of the Project.

### **Section C**

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture and Food Security of the Borrower/Recipient.

2. The following are designated as additional Project Parties: the Ministry of Finance and Development Planning, the Ministry Trade and Industry, Marketing and Cooperatives, the Ministry of Forestry and Land Reclamation, and the Ministry of Local Government and Chieftainship.

3. The Project Completion Date shall be 31 March 2018.

### **Section D**

The Loan and Grant shall be administered by IDA as the Cooperating Institution. The Project shall be supervised jointly by IDA and the Fund.

### **Section E**

1. The following is designated as an additional ground for suspension of this Agreement: the IDA Financing Agreement shall have been suspended.

2. The following is designated as an additional ground for cancellation of this Agreement: the IDA Financing Agreement shall have been cancelled.

3. The following is designated as an additional general condition precedent to withdrawal: the IDA Financing Agreement shall have become effective.

4. The following provisions of the General Conditions shall not apply to this Agreement:

- (a) Section 2.01 (Financing Closing Date): The Financing Closing Date shall be four months after the Project Completion Date or such later date as the Fund may designate by notice to the Borrower.
- (b) Sections 7.05 (Procurement): All goods, works and consultants services required for the Project and to be financed out of the proceeds of the financing shall be procured in accordance with the World Bank's "Guidelines: Procurement under IBRD Loans and IDA Credits" (dated January 2011), the "Guidelines: Selection and Employment of Consultants by World Bank Borrowers" (dated January 2011) and the provisions stipulated in Section III, Schedule 2 of the IDA Financing Agreement.
- (c) Section 7.01 (b) (ii) and Article 8 (Implementation Reporting and Information): The Borrower/Recipient shall monitor and evaluate the progress of the Project and prepare Reports in accordance with Section II.A.1 in Schedule 2 of the IDA Financing Agreement, as well as Annual Workplans and Budgets (AWPBs), in accordance with Section I.B.2 in Schedule 2 of the IDA Financing Agreement, provided that the

Borrower/Recipient shall simultaneously provide copies of all reports submitted to IDA to the Fund.

- (d) Article 9 (Financial Reporting and Information): The financial reporting system of the Borrower/Recipient shall be in accordance with Section II (B), Schedule 2 of the IDA Financing Agreement, provided that the Borrower/Recipient shall simultaneously provide copies of all reports submitted to IDA to the Fund.

5. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

The President  
International Fund for Agricultural  
Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

For the Borrower/Recipient:

Minister of Finance and  
Development Planning  
P.O. Box 395  
Maseru 100  
Lesotho

This agreement, dated \_\_\_\_\_, has been prepared in the (English) language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower/Recipient.

\_\_\_\_\_  
For the Fund

\_\_\_\_\_  
For the Borrower/Recipient

## Schedule 1

### *Project Description and Implementation Arrangements*

#### **I. Project Description**

1. *Objective.* The objective of the Project is to increase marketed output among Project beneficiaries in the Borrower/Recipient's smallholder agriculture sector.

2. *Components* The Project shall consist of the following parts:

##### **2.1 Part A: Increasing Agricultural Market Opportunities.**

- (i) *Promotion of innovative agri-business initiatives.* Provision of Sub-Grants to support the introduction, testing and demonstration of new business initiatives and technological innovations.
- (ii) *Market linkage development.* Provision of support to targeted farmer groups (including commodity-based farmer associations, district and local apex associations, registered farmer cooperatives, informal farmer organizations or producer interest groups, market intermediaries, agri-businesses, input suppliers and other market participants) with the goal of developing and strengthening links between agricultural producers and markets, reducing market transaction costs and aligning production decisions with business and market opportunities, including through:
  - (a) the development of an upgraded public market information system by the carrying out training, and sub-sector and commodity studies, and the introduction of IT-supported data and information exchange;
  - (b) support of agricultural trade fairs at district level;
  - (c) support of round-table meetings with farmer groups and traders/processors; and
  - (d) provision of mentoring services providing direct technical field support, such as food safety and product handling, to producer groups and associations.

##### **2.2 Part B: Increasing Market-oriented Smallholder Production.**

- (i) *Preparation and implementation of Agricultural Investment Plans (AIPs)* through:
  - (a) Provision of technical assistance to prepare the AIPs that identify and prioritize training and technical assistance needs, along with key resource management activities and productive investments;
  - (b) support for the implementation of the AIPs by carrying out of training to increase the capacity of service providers in support of the preparation and implementation of the AIPs;
  - (c) carrying out of civil works for the rehabilitation and refurbishment of the Recipient's Department of Livestock Services training facility in Maseru and provision of training and veterinary kits to training participants; and

- (d) allocation of Sub-Grants for the implementation of approved activities identified in the AIPs.
- (ii) *Technology Packages for Smallholders*. Support for the introduction, further development and dissemination of new and improved technologies and training activities.

### 2.3 Part C: Project Management

The establishment of an effective Project management and administrative system to ensure sound Project implementation, coordination between the Project and other initiatives and national institutions in the sector.

## II. Implementation Arrangements

### 1. Project Management Committee

- (a) The Borrower/Recipient shall maintain the Project Management Committee (PMC) throughout the implementation of the Project, with functions and resources satisfactory to the Fund.
- (b) Without limitation to the provisions of paragraph (a) above, the PMC will be responsible for overseeing and providing guidance for overall Project implementation and ensuring compliance with national policies, strategies and procedures.
- (c) Without limitation to the provisions of paragraph (a) above, the PMC shall be chaired by the Director of Planning and Policy Analysis of the Ministry of Agriculture and Food Security (MAFS) and be comprised of sector director level representatives of, *inter alia*, the Ministry of Finance and Development Planning (MFDP), MAFS, Ministry of Forestry and Land Reclamation (MFLR), Ministry of Trade & Industry, Cooperatives and Marketing (MTICM) and Ministry of Local Government and Chieftainship (MLGC).

### 2. Project Management Unit (PMU)

- (a) The Borrower/Recipient shall maintain the Project Management Unit within the Ministry of Agriculture and Food Security, throughout the implementation of the Project, with functions and resources satisfactory to the Fund.
- (b) Without limitation to the provisions of paragraph (a) above, the PMU shall have responsibility for the day-to-day coordination and management of the Project, including overall responsibility for, *inter alia*: (i) ensuring timely implementation in accordance with the PIM; (ii) preparing Annual Work Plans and Budgets and annual procurement plans; (iii) overseeing Project activities under its direct responsibility and of those under the responsibility of other agencies involved in Project implementation; (iv) managing Project finances; (v) maintaining consolidated Project accounts; (vi) ensuring adherence to the Safeguard Documents of all agencies involved in the implementation of the Project; (vii) developing and maintaining a system of monitoring the Project key performance indicators; (viii) ensuring coordination among stakeholders as needed; (ix) regularly



updating the PMC on Project progress and key issues; and (x) review and approve AIPs at the national level.

- (c) Without limitation to the provisions of paragraph (a) above, the PMU shall be headed by a Project manager, who shall be assisted by a team comprised of, *inter alia*, (i) a Project accountant; (ii) a procurement officer; (iii) a monitoring and evaluation officer; (iv) an agribusiness and marketing officer; (v) an agricultural investment planning officer; (vi) a Sub-Grant officer; and (vii) a field officer in each Project district; all of whom shall have qualifications and experience acceptable to the Fund.

### 3. Project Implementation Manual (PIM)

- (a) The Borrower/Recipient shall carry out the Project in accordance with the Project Implementation Manual; provided, however, that, in the event of any conflict between the provisions of the PIM, and those of this Agreement, this Agreement shall prevail.
- (b) Except as the Fund shall otherwise agree, the Borrower/Recipient shall not amend or waive any provision thereof if, in the opinion of the Fund, such amendment or waiver may materially and adversely affect the implementation of the Project.

### 4. Annual Work Plans and Budgets

The Borrower/Recipient shall prepare and adopt, not later than February 15 of each year during the implementation of the Project, or such later date as the Fund may agree, an annual work plan and budget ("Annual Work Plan and Budget"), in form and substance satisfactory to the Fund, containing a description of all activities (and associated budgeted costs) to be carried out in the following Fiscal Year, except that for the first year of implementation of the Project it will cover the period from Effective Date (as such is defined in the IDA Financing Agreement) through the end of Fiscal Year 2012/13.

### 5. Sub-Projects

- 5.1 Under Parts A(i) and B(i)(d) of the Project, the Borrower/Recipient shall make Sub-Grants to Sub-Grant Beneficiaries for the purpose of financing Sub-Projects in accordance with eligibility criteria, Sub-Grant amounts and contributions, and procedures acceptable to the Fund and further described in the Project Implementation Manual. Sub-Grant Beneficiaries are small and medium agro-based businesses, rural entrepreneurs, farmer associations and farmer groups which have been chosen to receive Sub-Grants.
- 5.2 The Borrower/Recipient shall make each Sub-Grant under a Sub-Grant Agreement with the respective Sub-Grant Beneficiary in the form of the model agreement attached to the Project Implementation Manual and on terms and conditions described in more details in the Project Implementation Manual, which shall include, *inter alia*, the following:
  - (i) the Sub-Grant shall be made on a non-reimbursable grant basis;
  - (ii) the Borrower/Recipient shall obtain rights adequate to protect its interests, including the right to:

- (A) suspend or terminate the right of the Sub-Grant Beneficiary to use the proceeds of the Sub-Grant, or obtain a refund of all or any part of the amount of the Sub-Grant then withdrawn, upon the Sub-Grant Beneficiary's failure to perform any of its obligations under the Sub-Grant Agreement;
- (B) require each Sub-Grant Beneficiary to:
  - (1) carry out the Sub-Project with due diligence and efficiency and in accordance with sound technical, economic, financial, managerial, environmental and social standards and practices satisfactory to the Fund,;
  - (2) provide, promptly as needed, the resources required for the purpose of the Sub-Project;
  - (3) procure the goods, works and services to be financed out of the Sub-Grant in accordance with the provisions of this Agreement;
  - (4) maintain policies and procedures adequate to enable it to monitor and evaluate in accordance with indicators acceptable to the Fund, the progress of the Sub-Project and the achievement of its objectives;
  - (5) enable the Borrower/Recipient and the Fund to inspect the Sub-Project, its operation and any relevant records and documents;
  - (6) prepare and furnish to the Borrower/Recipient and the Fund all such information as they shall reasonably request relating to the foregoing; and
  - (7) promptly inform the Borrower/Recipient and the Fund of any condition which interferes or threatens to interfere with the progress of the Sub-Project, or the performance by the Sub-Grant Beneficiary of its obligations under the Sub-Grant Agreement.

5.3 Except as otherwise agreed in writing with the Fund, the Borrower/Recipient shall, in the case of Sub-Grants financed under Part B(i)(d) of the Project, ensure that: (A) the contribution of the Sub-Grant to the cost of the proposed Sub-project shall not exceed the maximum amount indicated in the Project Implementation Manual for the relevant type of Sub-projects; and (B) the balance of the cost of the proposed Sub-project shall be provided by the Sub-Grant Beneficiary in the form of the Sub-Grant Beneficiary's contribution, whether in cash or in kind.

5.4 The Borrower/Recipient shall exercise its rights under each Sub-Grant Agreement in such manner as to protect its interests and to accomplish the purposes of the Financing. Except as the Fund shall otherwise agree, the Recipient shall not assign, amend, abrogate or waive any Sub-Grant Agreement or any of its provisions.

6. Prior Review

- 6.1. The Borrower/Recipient shall provide to the Fund for its prior review and no-objection: (i) the first 30 Sub-Projects' proposals recommended under Part A(i) of the Project; and (ii) the first 20 AIPs under Part B(i)(d) of the Project.

7. Mid-Term Review

The Borrower/Recipient shall:

- (a) no later than thirty-six (36) months after the date of entry into force of this Agreement carry out a mid-term review of the progress made in carrying out the Project;
- (b) assess, in consultation with the Fund, during the mid-term review, *inter alia*: the: (i) overall progress made during the implementation of the Project and (ii) the results of the monitoring and evaluation activities; and
- (c) no later than thirty days after the completion of the mid-term review, start to implement the recommendations of the mid-term review as agreed with the Fund.

## Schedule 2

### *Allocation Table*

1. *Allocation of Loan and Grant Proceeds.* The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant and the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage of Expenditures to be Financed
I. Goods, works, non-consulting services, and consultants' services and Training	1 150 000	1 150 000	50%
II. Operating Costs for the Project	375 000	375 000	50%
III. Goods, works, non-consulting services, and consultants' services and Training under Sub-Grants	1 350 000	1 350 000	50% of amounts disbursed
IV. Offset of Preparation Advance	275 000	275 000	100%
<b>TOTAL</b>	<b>3 150 000</b>	<b>3 150 000</b>	

2. Withdrawal applications for eligible expenditures shall initially be charged against Category IV, up to a limit of the total amount disbursed by IDA to the Borrower/Recipient prior to the date of effectiveness of the IDA Financing Agreement in accordance with the agreement between the Borrower/Recipient and IDA dated 9 February 2011. All subsequent withdrawal applications shall be charged against the applicable category or categories and shall be apportioned by IDA as Cooperating Institution between IDA and the Fund in the ratio of 1:1. The Fund's share of each withdrawal application (including the initial applications) shall be apportioned by IDA as Cooperating Institution between the Fund Loan and Grant in the ratio of 1:1.

# Logical framework

Results Hierarchy	Indicators	Means of Verification	Assumptions
Goal: Reduce rural poverty and enhance rural economic growth on a sustainable basis	<ul style="list-style-type: none"> <li>Improvements in household asset index</li> <li>Number of households with improved food security</li> </ul>	Baseline and impact surveys; qualitative analysis, including gender equality and poverty targeting	
PDO: Increase marketed output among project beneficiaries in Lesotho's smallholder agriculture sector	<ul style="list-style-type: none"> <li>Household commercialization level (value of produce and products sold as percentage of total value of produce and products)</li> <li>Number of direct project beneficiaries (66,000 and &gt; 50% women)</li> </ul>	Baseline and impact surveys; project M&E records	Careful selection of farmers, commodities and investments will ensure a focus on profitable and competitive products.
<b>Component 1: INCREASING AGRICULTURAL MARKET OPPORTUNITIES</b>			
Outcome 1. Agricultural market opportunities in the project area increased	<ul style="list-style-type: none"> <li>Percentage of targeted beneficiaries recording better access to markets (50%)</li> </ul>	Baseline and impact surveys; qualitative performance assessment	The proposed information and training activities will ensure that businesses and groups understand the grant project procedures, and prepare adequate proposals.
Output 1.1 Innovative and viable agricultural business initiatives demonstrated	<ul style="list-style-type: none"> <li>CGP grants approved and implemented (164)</li> <li>Value of CGP investments and matching grant support (US\$ 2.37 million)</li> <li>Innovative and viable agricultural businesses initiatives demonstrated with a minimum satisfactory rating (120)</li> <li>Number of persons trained (men/women) and duration of training, by type of training (11,200 training days in total, 50% women/days)</li> </ul>	Project M&E records; grant evaluation reports	Capacity building under the project will sufficiently address implementation capacity constraints.  Provision made to train service providers and, if needed, source regionally, will be sufficient to overcome capacity constraints.  The selection process, with approval at several levels, including various public and private sector representatives, and widely publicizing the results, will ensure a transparent process.
Output 1.2 Linkages between agri-businesses and farmers improved	<ul style="list-style-type: none"> <li>Number of enterprise-producer exchange events held (400)</li> <li>Number of trade partnerships between farmer groups and enterprises established (100)</li> </ul>	Project M&E records; baseline and impact surveys	
Output 1.3 Access by farmers to market-related information improved	<ul style="list-style-type: none"> <li>Percentage of farmers and traders in project districts who directly access public market information (50%)</li> </ul>	Baseline and impact surveys	
<b>Component 2: INCREASING SMALLHOLDER MARKET-ORIENTED PRODUCTION</b>			
Outcome 2. Productivity and quality of market-focused crops and livestock from smallholders in the project area increased	<ul style="list-style-type: none"> <li>Incremental net value of marketed production in the project area (US\$ 3.6 million)</li> <li>Targeted beneficiaries who have adopted improved technologies/farming practices in targeted areas (7,000 persons, at least 50% women)</li> </ul>	Baseline and impact surveys; qualitative performance assessment	The project design will clearly define roles and responsibilities. The national task force, technical working group and PMU will improve interagency coordination.  Adequate support for transparent and efficient management of public resources will be available.
Output 2.1 Investments in productivity-enhancing technologies and NRM completed	<ul style="list-style-type: none"> <li>Number of AIPs completed with satisfactory rating (72)</li> <li>Number of group-based investments completed as per agreement (400)</li> <li>Value of AIP investments and matching grant support (US\$ 7.56 million)</li> <li>NRM activities completed by type (90)</li> <li>Number of persons trained (men/women) and duration of training, by type of training (4,000 men, 4,000 women / 160,000 training days)</li> </ul>	Project M&E records; AIP evaluation reports; qualitative assessment of effectiveness of training; direct observation of status of natural resources	Outsourcing and capacity building under the project in combination with a strong PMU will secure sufficient implementation capacity.  Government will adhere to commitments and strategy documents that encourage outsourcing some activities to private sector partners, which will work closely with government the extension service.
Output 2.2 Capacity of farmers to take a business approach to agriculture increased	<ul style="list-style-type: none"> <li>Number of people in market-related groups supported (6,000 men and 6,000 women)</li> <li>Number of persons trained (men/women) and duration of training, by type of training (3,000 men, 3,000 women /100,000 training days)</li> <li>Percentage of targeted beneficiaries who use market information in making production decisions (50%)</li> </ul>	Project M&E records; qualitative assessment of effectiveness of training	Surveys on existing potential and the use of clear objective criteria will result in appropriate selection.

<p>Output 2.3 Improved capacity of agricultural service providers to support market-oriented production</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Number of persons trained (men/women) and duration of training, by type of training (300 men, 150 women / 9,000 training days)</li> <li>• Demonstrations of innovative technology packages conducted (40)</li> <li>• Percentage of targeted clients (businesses and groups) satisfied with capacity of agricultural service providers (50%)</li> </ul>	<p>Project M&amp;E records; qualitative assessment of performance</p>	
---	---	---	--